



Noisy le Grand le 23/01/2018

Consultation publique relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France

Réponse non confidentielle transmise à la CRE à l'adresse : **dr.cp1@cre.fr**

Madame, Monsieur,

Vous voudrez bien trouver ci-après notre contribution à la consultation publique organisée par la CRE, *relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France* (ATS).

Créé en 1998, Coriance est aujourd'hui un opérateur français indépendant au service de la transition énergétique qui s'est imposé comme un acteur global incontournable du secteur.

La diversification de ses offres ainsi que son savoir-faire lui permettent de concevoir, exploiter, optimiser et faire progresser des réseaux de chaleur ou de froid de la production jusqu'à l'utilisation par ses clients. Coriance intervient comme [délégataire de service public en chauffage et froid urbains](#) et également comme [opérateur de services en efficacité énergétique et environnementale](#).

Coriance dispose d'une expertise avérée dans le domaine des énergies renouvelables et de récupération. Plus de 60 % de ses réseaux sont alimentés par des énergies renouvelables (biomasse, géothermie et énergie de récupération) et plus de 80% de la chaleur est produite à partir de sources d'énergies vertueuses.

Le gaz constitue pour nous une énergie primaire complémentaire, mais dont le coût total a un impact significatif sur l'équilibre économique notre activité ainsi que sur le prix de fourniture de chaleur fournie à nos consommateurs finals.

Dans cette optique, nous nous sommes particulièrement alarmés depuis 2 ans de l'évolution que semblait prendre la nouvelle régulation de l'ATS, redoutant l'apparition de nouvelles charges qui viendraient encore alourdir les coûts fixes supportés, par le biais de la nouvelle compensation prélevée sous la forme d'un prélèvement additionnel aux tarifs d'utilisation des réseaux de transport.

Si l'assiette de la compensation envisagée pour l'instant par la CRE nous satisfait, car faisant porter le coût de la sécurité d'approvisionnement sur les seuls consommateurs « protégés » (*consommateurs domestiques, MIG et/ou non interruptibles/non délestables, raccordés aux seuls réseaux de distribution*), nous restons en alerte sur de possibles évolutions ultérieures. La CRE indique en effet avoir retenu cette approche pour « *conserver une assiette similaire à celle utilisée pour déterminer les obligations de stockage des expéditeurs dans le système actuel* », et précise que « *compte tenu des délais particulièrement contraints de mise en œuvre de la réforme du stockage de gaz, la CRE considère que cette solution présente l'avantage de préserver la prévisibilité des coûts nécessaires au bon fonctionnement des marchés* » tout en précisant qu'« *En outre, elle fait porter la compensation sur les clients protégés dont l'alimentation doit être garantie ou ne peut être techniquement interrompue dans les situations critiques.* »



Mais dans le même temps, les premiers projets de décrets présentés par la DGEC, concernant le « filet de sécurité » introduisent un concept de « *niveau de stocks globaux* » de la manière suivante : « *A chaque consommateur de gaz naturel est associé un niveau de stocks globaux proportionnel à la différence entre la capacité ferme souscrite pour son approvisionnement entre le 1er novembre de l'année précédente et le 31 mars et l'utilisation moyenne annuelle de cette capacité.* »

Cette définition, globale, ne fait aucune référence à la notion de clients protégés, et nous fait craindre, à terme, un glissement du périmètre de la compensation stockage vers tous les clients, y compris ceux raccordés au réseau de transport, sans prise en compte du service rendu (ou pas) par les stockages à ces clients. Nous tenons à rappeler que les installations de réseaux de chauffage sont des installations qui, en regroupant les besoin d'eau chaude, diminuent les pertes d'énergie primaire et introduisent donc un lissage de la consommation de gaz. D'autre part le doublement des installations (géothermie, chaudières au fioul...) et la possibilité de délester certains abonnés leur permet souvent d'assurer obligation de continuité de service indépendamment de leur approvisionnement en gaz. Elles ne requièrent ainsi aucune mesure de support spécifique visant à assurer leur continuité de fourniture en gaz naturel, en particulier à partir des stockages. Par ailleurs, dans le cas de fourniture de chaleur à des abonnés « non protégés » ou encore lors de la consommation de gaz pour la production d'énergie autre que de la chaleur (électricité, froid, ...) se pose la question de la pertinence de la prise en charge de coûts de stockage. Dans ces cas, faire supporter des coûts de stockage au service de chauffage urbain reviendrait à renchérir le coût du service aux abonnés sans apporter une amélioration du service.

Ainsi, afin de sécuriser la position actuelle de la CRE, nous préférierions que la durée de la 1^{ère} période de régulation ne soit pas raccourcie à 2 ans, mais maintenue à une durée de 4 à 6 ans, contribuant de la sorte à la stabilité réglementaire et la visibilité nécessaires à tout opérateur en situation de concurrence sur les marchés.

De plus, nous considérons que le passage à un ATS régulé doit être assuré au meilleur coût pour les consommateurs concernés, afin de maintenir l'attractivité du marché français du gaz en général, et ainsi garantir la compétitivité du gaz sur ce marché, sans dérive par rapport aux marchés adjacents. La régulation devrait ainsi être incitative à la maîtrise des coûts par les opérateurs de stockage, agissant comme des opérateurs efficaces, afin que les consommateurs finals impactés paient le juste prix pour le stockage nécessaire à leur sécurité d'approvisionnement. Il y a donc lieu d'être particulièrement vigilants quant au calage initial des BAR et des charges d'exploitation, et à la rémunération du capital.

En particulier, la prise en compte du « gaz coussin » soulève de nombreux problèmes. La valeur de ce gaz représente plus de 50% des niveaux de BAR demandés par les opérateurs, et ainsi les modalités d'amortissements et de rémunération du capital doivent être adaptées à cet « actif » très spécial. La CRE remarque que le gaz coussin revêt une nature particulière dans la mesure où il s'agit d'une « commodité », mais envisage de l'amortir dans le calcul de la BAR, comme le proposent les opérateurs. Par contre, là où ceux-ci s'accordent sur une durée d'amortissement de l'ordre de 250 ans (correspondant à l'horizon d'extinction des ressources de gaz naturel dans le monde selon l'AIE), la CRE voudrait ramener la durée d'amortissement à 50 ans, notamment au regard de la durée des concessions.



De plus, la CRE estime que retenir les durées d'amortissement présentées par chaque opérateur dans leur demande tarifaire conduirait à faire payer à nouveau au consommateur final une partie des amortissements de la valeur du gaz coussin déjà constatés dans les résultats passés des opérateurs, et considère ainsi que des ajustements sont nécessaires afin que les proportions d'amortissement du gaz coussin à l'entrée dans la régulation soient cohérentes avec les niveaux d'amortissements comptables de cet actif.

Nous sommes en accord sur ce dernier point avec la CRE, mais considérons par contre qu'amortir la valeur résiduelle du gaz coussin sur 250 ans, comme suggéré par les opérateurs, est tout à fait compatible avec la nature très particulière de cet actif. Cela viendrait alors fortement réduire les annuités d'amortissements supportées par les consommateurs finals. Par contre, la valeur des BAR resterait élevée dans la durée, mais en contrepartie devrait être rémunérée à un coût du capital cohérent avec la nature peu risquée du maintien d'un stock mort important.

Ainsi, là où la CRE envisage, à ce stade, une fourchette de coût moyen pondéré du capital (CMPC) comprise entre 5,75 % et 6,75 %, soit une prime comprise entre 50 points de base et 150 points de base s'ajoutant au niveau retenu pour le transport de gaz dans le cadre du tarif ATRT6, nous considérons qu'aucune prime n'est nécessaire : le niveau des charges de capital normatives devrait donc être calculé sur des hypothèses « basses », avec un taux de rémunération de la BAR de 5,25 % égal à celui de l'ATRT6, et un amortissement du gaz coussin sur 250 ans.

Par ailleurs la baisse très importante du taux d'impôt sur les sociétés, prévue par les récentes lois de finance (33% actuellement à 25% à 2022), devra être prise en compte par la CRE dans la construction des tarifs régulés pour éviter une augmentation massive de la rémunération économique des opérateurs régulé, qui en l'absence de modifications des risques opérationnels constituerait un effet d'aubaine au détriment des utilisateurs.

Vous trouverez ci-dessous nos réponses détaillées aux questions de la consultation.

Qui sommes-nous ?

Coriance est un opérateur français indépendant au service de la transition énergétique. Fort de ses 20 ans d'expérience, Coriance est devenu un acteur global incontournable du secteur énergétique. Nos offres diversifiées et notre savoir-faire nous permettent de concevoir, exploiter, optimiser mais aussi de faire progresser des réseaux de chaleur ou de froid, de la production jusqu'à nos clients.

Coriance regroupe plus de 30 sociétés expertes. Nos contrats de délégation de service public sont gérés par des filiales dédiées. Elles sont pilotées par cinq agences régionales et peuvent s'appuyer sur les services du siège de Coriance et sur le réseau de compétences du Groupe. Plus de 340 collaborateurs sont répartis entre le siège et nos filiales.



Réponse aux questions :

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

Nous y sommes favorables, par cohérence avec les autres tarifs d'infrastructures fixés par la CRE.

Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

Nous y sommes favorables, mais souhaiterions la mise en place d'une incitation des opérateurs de stockage à contenir le CRCP dans des limites raisonnables, par exemple un maximum de 2% du revenu autorisé.

Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

Nous n'y sommes pas favorables, et préférons une période de régulation allant de quatre à six ans, afin de bénéficier d'une visibilité suffisante sur la stabilité du cadre de régulation, avec comme objectif en particulier de pérenniser l'assiette de la compensation préconisée par la CRE, limitée aux seuls clients « protégés » raccordés aux réseaux de distribution. Par contre, une mise à jour des valeurs d'actifs pourrait intervenir au bout de 2 ans, après audit approfondi par la CRE, ainsi que la mise en place de régulations incitatives adaptées.

Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

Nous n'y sommes pas favorables, car, comme le relève la CRE, cette approche présenterait le défaut de ne pas inciter les opérateurs à maîtriser leurs dépenses notamment en terme de charges d'exploitation. Nous préférons donc limiter la couverture des écarts de charges par le CRCP à 80%, pour inciter les GRT à mieux les maîtriser.

De plus, nous souhaiterions une incitation des opérateurs à contenir le CRCP dans des limites raisonnables, et le limiter à un maximum de 2% du revenu autorisé, et non 5%, afin d'éviter les dérives constatées dans l'ATRT.

Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Nous n'y sommes pas favorables, car le fait de pouvoir commercialiser les capacités de stockage aux enchères, avec liberté de définition des produits est déjà en soi-même une incitation forte pour les opérateurs à être les plus performants possibles sur leurs produits commercialisés. Pour nous, la régulation incitative devrait porter exclusivement sur la maîtrise des coûts.



Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

Si nous sommes soulagés que Storengy indique avoir fait figurer à une valeur nulle les actifs des sites de stockage que l'opérateur a placé en exploitation réduite (sites « sous-cocon »), nous avons des interrogations fortes sur la méthode à appliquer au « gaz coussin ».

Comme indiqué en introduction, nous considérons évidemment qu'il ne peut être question que les opérateurs fassent payer à nouveau au consommateur final une partie des amortissements de la valeur du gaz coussin déjà constatés dans leurs résultats passés. Nous sommes donc tout à fait en accord avec la position de la CRE, qui *« considère que des ajustements sont nécessaires afin que les proportions d'amortissement du gaz coussin à l'entrée dans la régulation soient cohérentes avec les niveaux d'amortissements comptables de cet actif. »*

Par contre, étant donnée la nature très spéciale de l'actif que constitue le gaz cousin, nous ne sommes pas favorables à en limiter la durée d'amortissement à 50 ans, comme le suggère la CRE, et sommes favorables à la proposition des opérateurs de l'amortir sur une durée de 250 ans, correspondant à l'horizon d'extinction des ressources de gaz naturel dans le monde selon l'AIE.

Par ailleurs, nous considérons que le taux de rémunération du capital doit être adapté (à la baisse) pour prendre en compte la nature de « stock mort » du gaz coussin, donc non risquée.

Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Afin de traiter correctement la problématique du gaz coussin, les BAR pourraient être scindées en 2 parties (gaz coussin et autres actifs), avec des taux de rémunération du capital (et des modalités d'amortissements) différenciés.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Storengy a demandé un taux de rémunération de 7,25 %, et TIGF et Géométhane un taux de 7,50 %, quand la CRE s'oriente vers la fixation d'un taux de rémunération (réel, avant impôt) pour la période ATS compris entre celui de l'ATRT6 (5,25 %) et celui de l'ATTM5 (7,25 %).

Cette position s'appuie sur des éléments de benchmark au niveau européen, conduisant à considérer un niveau de risque de l'activité de stockage de gaz supérieur à celle du transport de gaz mais inférieur aux terminaux méthaniers.

Dans la consultation publique, la borne basse de la fourchette du revenu autorisé des opérateurs est ainsi calculée avec un taux de rémunération de 5,75 % (ATRT6 + 50 pdb) et la borne haute avec un taux de 6,75 % (ATRT6 + 150 pdb). La même prime spécifique est prise en compte dans le calcul de la rémunération des immobilisations en cours (IEC).

Nous considérons que les BAR comprennent 2 classes d'actifs différenciées, le gaz coussin et les autres actifs. Si nous pouvons être d'accord avec l'appréciation d'un risque de l'activité stockage compris entre celui du



transport et celui des terminaux méthaniers, nous pensons que cela n'est applicable qu'aux actifs « industriels », mais pas au gaz coussin, qui est une commodité constituant un stock mort, qui n'évolue pas, ni en fonction de l'utilisation des stockages ni en fonction du temps. La rémunération d'un tel actif devrait donc être adaptée pour refléter un niveau de risque très bas.

Nous proposons donc soit d'utiliser un taux de rémunération unique égal à celui de l'ATRT6 (5,25%), soit d'utiliser un taux réduit pour la BAR du gaz coussin (par exemple 4%), avec un taux de rémunération plus élevé pour les autres actifs (par exemple 5,75%).

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?

Les hypothèses sous-jacentes au calcul de la borne basse sont (avec prise en compte des ajustements sur les proportions d'amortissement du gaz coussin à l'entrée dans la régulation par rapport aux propositions des opérateurs) :

- un taux de rémunération de la BAR de 5,75 %;
- un amortissement du gaz coussin sur 250 ans.

Les hypothèses sous-jacentes au calcul de la borne haute sont :

- un taux de rémunération de la BAR de 6,75 %;
- un amortissement du gaz coussin sur une durée de 50 ans à partir de l'entrée en régulation.

De notre point de vue, la CRE devrait retenir des charges de capital d'un niveau légèrement inférieur à celui de la borne basse, avec un taux de rémunération global de la BAR de 5,25% (comme dans l'ATRT), et une durée d'amortissement du gaz coussin sur 250 ans.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

La CRE indique avoir repris « telles quelles » les trajectoires proposées par les opérateurs TIGF et Géométhane pour les exercices 2018 et 2019, mais avoir appliqué à Storengy, dans la borne basse, un ajustement à hauteur de 75 % du montant des contrats de prestations groupe, soit -15 M€ en moyenne par an.

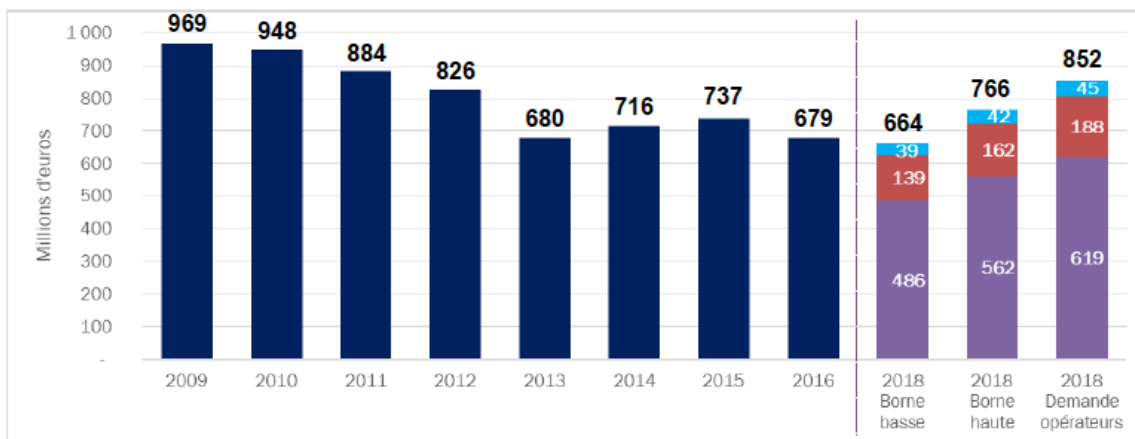
Il ne nous paraît pas concevable de reprendre « telles quelles » les demandes des opérateurs, au risque de ne pas partir sur une base les incitant à la maîtrise de leurs coûts. Nous proposons donc d'appliquer une décote de -8% aux propositions de tous les opérateurs, en ligne avec la fourchette basse proposée par la CRE pour Storengy.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

Comme montré dans le graphique en page 22 de la consultation, la borne basse envisagée par la CRE garantirait la stabilité des revenus des opérateurs par rapport aux années précédentes. La prise en compte d'un taux de rémunération du capital de 5,25% au lieu de 5,75%, comme envisagé dans la borne basse,

permettrait de commencer à mettre en place une régulation incitative des opérateurs, afin d'améliorer leurs coûts, dans le but *in fine* de **garantir la sécurité d'approvisionnement au moindre coût** pour les consommateurs finals concernés.

Estimation des chiffres d'affaires historiques et fourchette de revenus autorisés 2018 (M€)



Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

La CRE retient, à ce stade, les catégories suivantes de clients raccordés aux réseaux de distribution pour la définition de l'assiette de la compensation :

- les clients domestiques, y compris les ménages résidant dans un immeuble chauffé collectivement ;
- les clients non domestiques assurant des missions d'intérêt général liées à la satisfaction des besoins essentiels de la nation ;
- les clients n'ayant pas accepté contractuellement une fourniture susceptible d'interruption, ou qui ne se sont pas déclarés délestables.

Nous y sommes favorables, car cette assiette correspond exactement à la définition des « clients protégés », telle que l'a encore récemment rappelée la Cour de justice de l'Union Européenne. Néanmoins, pour la détermination de l'assiette dans le cas des réseaux de chaleur, cette définition devra s'appliquer au service mais également à l'abonné final du service.

En effet, la consommation totale de gaz par les chauffages urbains couvre des besoins qui ne sont pas, au regard de l'assiette proposée par le CRE, soumis au coût de stockage. Ainsi à titre d'exemple :

- Pour l'approvisionnement de productions interruptibles car substituables par d'autres énergies,
- Pour l'approvisionnement d'abonnés délestables du service de fourniture de chaleur soit qu'ils bénéficient d'un contrat de fourniture de chaleur interruptible, soit qu'ils disposent de leurs propres capacités de production. A souligner, dans ce cas, un abonné qui pourrait supporter deux fois les coûts de stockage (par son abonnement au réseau de chauffage urbain et par son abonnement au gaz pour sa chaudière locale)
- Pour la production d'électricité,
- Pour la fourniture de chaleur d'abonnés considérés comme « non protégés » type tertiaire, industriel, commerce...



Par contre, nous appréhendons une position beaucoup plus « extrême » que pourrait promouvoir la DGEC, incluant tous les sites de consommations sans distinction, sauf ceux « interruptibles », comme nous le fait redouter la notion de « niveaux de stocks globaux » associés à chaque consommateur de gaz naturel dans les projets de décrets concernant le « filet de sécurité ».

De plus, concernant la 3^{ème} catégorie de clients proposé dans la définition de la CRE, il est à craindre que les critères envisagés (*clients n'ayant pas accepté contractuellement une fourniture susceptible d'interruption, ou qui ne se sont pas déclarés délestables*) ne continuent d'entraîner de nombreuses difficultés d'application pratiques, alors que les règles européennes sont très claires et simples.

Rappelons en effet que la définition stricte des clients “protégés” selon les Directives européennes est la suivante :

L'article 2, second alinéa, de ce règlement dispose :

On entend par :

1) “clients protégés”, tous les ménages qui sont connectés à un réseau de distribution de gaz et, en outre, lorsque l'État membre concerné le décide :

a) les petites et moyennes entreprises, pour autant qu'elles soient connectées à un réseau de distribution de gaz, et les services sociaux essentiels, pour autant qu'ils soient connectés à un réseau de distribution ou de transport de gaz, et que l'ensemble de ces clients supplémentaires ne représente pas plus de 20 % de la consommation finale de gaz ; et/ou

b) les installations de chauffage urbain, dans la mesure où elles fournissent du chauffage aux ménages et aux clients visés au point a), pour autant que ces installations ne soient pas en mesure de passer à d'autres combustibles et qu'elles soient connectées à un réseau de distribution ou de transport de gaz.

On voit donc que, concernant les installations de chauffage urbain, il suffirait de dire « *pour autant que ces installations ne soient pas en mesure de passer à d'autres combustibles* », ce qui aurait le mérite de la clarté et de la simplicité...

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

La méthode 2, que la CRE privilégie, nous paraît convenable, étant donné qu'elle est aussi parfaitement en ligne avec les dispositions de l'article 12 de la Loi « Hydrocarbures » (*Les tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel peuvent comporter une part fixe, une part proportionnelle à la capacité souscrite et une part proportionnelle à la différence entre la capacité ferme souscrite en hiver et l'utilisation annuelle moyenne de cette capacité.*)

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?



Une première période de régulation de 4 à 6 ans au lieu des 2 ans envisagés par la CRE permettrait de sécuriser de façon plus pérenne l'avancée que constitue l'adoption de l'assiette de la compensation telle que proposée par la CRE.

Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Nous y sommes favorables.

Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Nous y sommes favorables, et considérons que par la marge de manœuvre ainsi laissée aux opérateurs de stockage, ils bénéficient déjà d'incitations fortes à la réussite de la commercialisation de leurs capacités de stockage.

Questions 17 à 29, relatives aux modalités des enchères

N'étant pas fournisseurs, nous nous référons aux commentaires que fera l'AFIEG sur cette partie de la consultation.

Questions 30 à 34, relatives aux prix de réserve

Nous sommes favorables à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage, et nous référons aux commentaires que fera l'AFIEG sur cette partie de la consultation.

Question 35 : Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

N'étant pas fournisseurs, nous nous référons aux commentaires que fera l'AFIEG sur cette partie de la consultation.

Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

Nous y sommes tout à fait favorables.

Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

Nous y sommes tout à fait favorables.

Vous souhaitant bonne réception de nos réponses,

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.